

LOI TRAVAIL, LE MASQUE «SOCIAL» DU FN TOMBE.

Le FN n'aime pas les luttes sociales. Non seulement par sa nature de classe mais aussi parce que dans ces périodes il lui est difficile de se présenter en parti des travailleurs, quand on ne peut ni ne veut les soutenir dans la défense de leur intérêts et de leur dignité.

Toutefois ce parti d'extrême droite n'est pas totalement muet dans la période.

Ainsi, dans un communiqué du 19/02/2016, Marine Le Pen s'oppose au projet de loi mais pas pour les mêmes raisons que ceux qui se mobilisent jusque dans la rue.

Elle déclare: « *En réalité, les conditions posées dans le projet de loi pour la signature d'un accord font que seules les grandes entreprises, qui disposent d'une représentation syndicale, pourront appliquer cette dérégulation du code du travail, leur accordant ainsi un avantage concurrentiel au détriment des petites entreprises ...* ».

Et oui le FN ne demande jamais l'augmentation du SMIC et de l'ensemble des salaires. Pourquoi ? Parce que ce serait au patronat de la payer !

LE CODE
DU TRAVAIL
PROTÈGE
LES SALARIÉS
LE GOUVERNEMENT
PROTÈGE
LES PATRONS

CHANGER DE POLITIQUE ?

C'EST ENSEMBLE QU'ON PEUT Y ARRIVER !

Mobilisation sociale contre la loi El Khomri, occupation des places par « Nuit Debout », indignation devant la révélation des « Panama papers » : le climat social et politique de notre pays est en train de changer.

TROP, C'EST TROP ! Oui, il y en a assez de ce système où ceux qui créent les richesses devraient accepter toujours plus de sacrifices au profit d'une infime minorité de privilégiés. Et cela avec la complicité de dirigeants politiques qui font le contraire de ce qu'ils avaient promis.

Les choses peuvent changer à une condition : que les citoyens bâtissent et s'approprient **UN NOUVEAU PROJET POLITIQUE** qui s'attaque vraiment au pouvoir de la finance. Un projet qui rompt avec l'austérité et les modèles de concurrence libérale.

Le PCF veut permettre au maximum de citoyens de faire entendre leurs exigences et de dire avec leurs mots : « *Voilà ce que nous voulons pour nous et pour la France* ». Tel est le sens de la grande **CONSULTATION CITOYENNE** qu'il lance avec ses militants.

C'est ainsi que notre peuple pourra **DÉJOUER LE PIÈGE** qui lui est tendu pour 2017 : limiter notre horizon à trois candidats (Hollande, Le Pen et Sarkozy ou Juppé) qui ont en commun leur refus de changer les règles du système. Avec ceux-là, le changement c'est jamais !

Ceux qui ne se résignent pas à la régression sociale sans fin, à une société toujours plus éclatée ont besoin d'**UNE CANDIDATURE DE GAUCHE POUR 2017**. Une candidature qui ne peut évidemment en aucun cas être celle de François Hollande, ni celle d'un autre représentant de la même politique de droite menée depuis 2012.

Pour entraîner le maximum des forces disponibles de toute la gauche, il faut commencer par la construction d'un projet politique à travers un vaste débat impliquant les citoyens. En partant des questions posées pour dégager ensemble **LES GRANDES RÉFORMES À ENTREPRENDRE :**

- pour permettre à chacun de vivre dignement ;
- pour reprendre le pouvoir sur l'argent afin de mettre l'Humain au centre de notre société ;
- pour rendre la politique au peuple ;
- pour une France active pour changer l'Europe et le monde.

C'est sur cette base que ces mêmes citoyens pourront désigner ensuite le ou la candidate qui sera porteur de ce **MANDAT POPULAIRE**.

RASSEMBLER pour faire émerger cette candidature pour l'alternative : tel est le sens des efforts actuels du PCF ■